

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 4 JANVIER 2017

## SOMMAIRE

- 1) De plus en plus contre...
- 2) La nouvelle !
- 3) Pour les petits salaires
- 4) Elle augmente...
- 5) Les sept mercenaires
- 6) Vincent et les autres
- 7) Rien ne bougera avec lui
- 8) Le programme de...



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

# I ) En Europe, la colère d'extrême droite se banalise toujours davantage

Bruce Stok Traduit par Peggy Sastre Allemagne



Manifestation à Digoin (Saône-et-Loire) le 29 octobre 2016, après l'arrivée dans la région de migrants évacués de la jungle de Calais. ROMAIN LAFABREGUE / AFP

Les électeurs européens n'ont jamais été aussi nombreux à être hostiles aux immigrés, aux musulmans et à l'Union européenne.

Après le Brexit et le référendum italien, et avec des élections nationales qui se profilent en 2017 aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, la crainte que l'Europe se fasse balayer par une vague populiste, gonflée aux sentiments anti-mondialisation, anti-musulmans et anti-immigrés, et galvanisés par les partis d'extrême droite, est de plus en plus justifiée. De fait, la stratégie a l'air de fonctionner: les sondages montrent que les individus ayant une opinion favorable au Front national (FN) en France, au parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) outre-Rhin et au Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas sont, ont tendance à être plus hostiles aux immigrés, aux réfugiés et aux musulmans, que le reste de leurs concitoyens. Ils sont aussi davantage eurosceptiques et méfiants vis-à-vis de la mondialisation que leurs compatriotes.

La rhétorique pernicieuse et nativiste d'une Marine Le Pen ou d'un Geert Wilders, fondateur du PVV, est sans doute essentielle pour attirer des partisans. Mais le fait est que l'intensité et l'ampleur des sentiments populistes et d'extrême droite chez leurs sympathisants –et dans une

frange non négligeable de l'opinion publique globale– se fait de plus en plus sentir en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

La question, à laquelle il est encore impossible de répondre, consiste à savoir si ces opinions encore minoritaires en Europe continueront à s'y banaliser. Selon une enquête du Pew Research Center menée en 2016 dans dix pays européens, c'est déjà le cas en Pologne et en Hongrie, où, concernant la diversité, les immigrés et les musulmans, il n'y a quasiment plus aucune différence entre les opinions des électeurs dans leur globalité et celles des sympathisants déclarés des partis d'extrême droite.

## L'altérité dérange plus au FN

En France, pour 45% des individus ayant une opinion favorable du FN, la diversité dégrade l'état du pays. Un avis que partagent seulement 24% de l'ensemble de la population française. Sauf que 34% des sympathisants du parti Les Républicains (LR) sont d'accord avec ceux du FN. Et leur candidat, François Fillon, est aujourd'hui favori pour remporter la présidentielle de 2017. Parallèlement, à peu près la moitié des sympathisants du FN déclarent être hostiles aux

musulmans, contre 29% du reste de la population. Quasiment les trois-quarts des partisans du FN estiment que les réfugiés en provenance de Syrie et d'Irak représentent une menace d'envergure pour la France, une opinion que partagent 45% des Français. En d'autres termes, sur la majorité (mais pas la totalité) des opinions relatives à «l'altérité», les sympathisants et les partisans du FN sont bien plus négatifs et préoccupés que les autres familles d'électeurs. Reste que le sentiment anti-diversité des partisans LR mérite notre considération.

En Allemagne, à peu près 60% des individus déclarant avoir une opinion favorable à l'AfD estiment que la diversité est mauvaise pour leur pays. Dans l'opinion publique globale, on tombe à 30%. Et on remonte à 39% chez les sympathisants du CDU/CSU de la chancelière Angela Merkel. L'hostilité envers les musulmans est deux fois plus prégnante chez les sympathisants de l'AfD que dans l'ensemble de l'opinion publique (59% contre 29%), idem pour l'idée que les réfugiés représenteraient une menace pour le pays (63% contre 31%). En ayant appelé de ses vœux une interdiction de la burqa, et estimé que la crise des réfugiés ne devait «plus jamais se reproduire», Angela Merkel prouve qu'elle n'est pas insensible à la poussée des sentiments anti-altérité chez ses propres électeurs.

Aux Pays-Bas, Geert Wilders a récemment été condamné pour incitation à la haine raciale. Ceux qui soutiennent son parti ont une opinion bien plus négative de l'altérité que la population néerlandaise en général.

Plus de 60% de ses partisans estiment que la diversité détériore l'état de leur pays –contre seulement 36% de la population néerlandaise. Le fossé est comparable sur la question des musulmans (62% des partisans du PVV leur sont hostiles, contre 35% du reste de la population) et des réfugiés (59% contre 36%).

Selon un récent sondage de l'institut Maurice de Hond, le PVV pourrait remporter une majorité confortable lors des prochaines élections législatives de 2017.

## **L'Europe de tous les maux**

L'euroscpticisme et la question du contrôle national, un cri de ralliement essentiel parmi les électeurs britanniques ayant voté pour le Brexit, sont aussi des points communs à bon nombre de partis populistes européens.

Parmi les Allemands, trois-quarts des sympathisants de l'AfD ont une opinion défavorable de l'Union européenne (UE) et 60% souhaitent que davantage de décisions se prennent à Berlin et non plus à Bruxelles. Dans la population générale, on en est à peu près à la moitié: 48% ont une opinion défavorable de l'UE et 43% souhaitent un regain de pouvoir de l'État-nation.

Aux Pays-Bas, environ 70% des partisans du PVV ont une opinion défavorable de l'Union européenne (46% dans le reste de la population) et 60% aimeraient que La Haye ait davantage son mot à dire (contre 44% dans l'opinion publique en général).

La France fait quelque peu figure d'exception. Sans surprise, vu l'euroscpticisme affirmé de Marine Le Pen, 67% des sympathisants de son parti sont hostiles à l'Union européenne. Mais c'est aussi le cas dans 61% de la population française. De même, 47% des partisans du FN aimeraient que l'UE transfère certaines de ses prérogatives à la France, idem pour 43% de l'électorat du parti Les Républicains et 39% de l'opinion publique en général.

## **Méfiance envers la mondialisation**

La méfiance vis-à-vis de la mondialisation est une autre caractéristique des opinions d'extrême droite, même dans des pays lourdement dépendants à l'économie mondiale.

Dans l'Hexagone, plus de la moitié (53%) des sympathisants du FN estiment que l'intégration de la France dans l'économie internationale est une mauvaise chose, sur le plan des salaires et de l'emploi. Une opinion partagée par 45% de la population française en général.

Chez les Néerlandais, 43% des sympathisants du PVV estiment que l'intégration de leur pays dans l'économie mondiale est une mauvaise chose, contre seulement 24% de la population en général. En Allemagne, 38% des sympathisants de l'AfD estiment que la mondialisation n'est pas bonne pour le pays. Seuls 24% de tous les Allemands partagent cette opinion.

L'élection néerlandaise est prévue pour mars 2017. En France, la présidentielle se déroulera en avril et en mai. En Allemagne, les élections auront probablement lieu en septembre. Il est encore trop tôt pour présager des résultats des partis d'extrême droite dans ces différents pays. Mais vu l'état de leurs opinions, il semblerait qu'ils aient

déjà réussi à séduire un nombre considérable d'électeurs, en tablant sur l'hostilité envers les immigrés, les musulmans, l'Union européenne et la mondialisation. Des sentiments qui, pour la plupart, ne sont pas encore majoritaires dans l'ensemble des populations. Sauf qu'ils parlent à des minorités significatives et que l'impact des partis populistes est d'ores et déjà observable. Des hommes et femmes politiques de centre-droit, comme Fillon ou Merkel, ont commencé à se faire l'écho de discours anti-musulmans et anti-immigrés qui se font de plus en plus entendre chez des personnalités briguant les plus hautes fonctions électives. En Europe, le populisme interpelle de plus en plus d'électeurs. Et si le Brexit et l'élection de Donald Trump laissent entendre quelque chose, c'est que face à ce tsunami mondial, nous n'en sommes encore qu'au creux de la vague.

Slate<sup>FR</sup>

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Qui est Charlotte Marchandise, candidate «citoyenne» à la présidentielle?

Par Fanny Cohen Moreau

**FIGARO DEMAIN - Cette élue rennaise a remporté le scrutin en ligne organisé par LaPrimaire.org face à quatre autres candidats.**

Depuis vendredi soir 20h, elle est la candidate officielle de LaPrimaire.org, choisie au second tour parmi les cinq finalistes. Charlotte Marchandise a recueilli le plus d'avis favorables de la part de 32.685 votants: la mention «Très bien» lui a été accordée par 50,64% des électeurs.

Cette adjointe au maire de Rennes était déjà en tête au premier tour. «Cela confirme juste que mon message était le bon et qu'il me faut continuer», se réjouit-elle.

Elle va recruter dans les jours à venir son équipe de campagne et prévoit d'organiser une tournée nationale, loin des centres-villes, pour «aller à la rencontre de ceux qui ne croient plus en la politique, un peu à la manière de Bernie Sanders».

### «Pourquoi pas moi?»

En voyant les appels à candidatures de LaPrimaire.org et le peu de femmes candidates, Charlotte Marchandise s'était dit «pourquoi pas moi?». «Faire la politique en tant que femme: il ne faut pas en jouer mais plutôt en témoigner!»

Pendant sa campagne, elle a mis en avant son parcours marqué par l'associatif et son élection sur une liste issue de la société civile. À 42 ans, elle est actuellement consultante-formatrice et adjointe déléguée à la Santé au côté de la maire socialiste de Rennes Nathalie Appéré.

Parmi ses propositions, un changement de République, et le passage d'un système pyramidal hiérarchique à un système où la décision est plus partagée, avec une réforme étalée sur deux ans. Elle promeut aussi une transition à la fois énergétique, écologique et économique.

### Et maintenant?

Comme tous les candidats à l'élection présidentielle, Charlotte Marchandise va devoir récolter les 500 signatures de maires pour déposer officiellement sa candidature. Elle est assez confiante et dit avoir déjà recueilli des accords de principe.

Elle compte convaincre notamment «les édiles qui ne gagnent que 800 euros par mois». Elle dispose déjà d'un réseau au sein des mairies, notamment grâce à son mandat en 2014 à la présidence du Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS.

Pour soutenir la candidate et financer sa campagne, un parti éphémère sera créé, comme l'exige la loi. Il est conçu pour être un parti «outil», et à plus grande échelle de permettre à des candidats de se présenter à n'importe quelle élection, dont les prochaines législatives. Le parti sera uniquement financé par des donateurs privés.

LE FIGARO · fr

### III) Primaire: Montebourg veut baisser la CSG pour les petits salaires

L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat à la primaire organisée par le PS, veut diminuer la CSG pour les...



Par AFP

L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, candidat à la primaire organisée par le PS, veut diminuer la CSG pour les salaires "jusqu'à 1.500 euros nets", afin de redonner du pouvoir d'achat aux "classes populaires".

"Aujourd'hui, le problème de la France, c'est que ceux qui travaillent ont des fins de mois difficiles", a déclaré M. Montebourg sur RTL, indiquant que "la première des décisions" qu'il prendrait s'il était élu serait "de diminuer la CSG sur tous les salariés qui aujourd'hui sont en situation d'être entre un smic ou 1,3 smic, c'est-à-dire jusqu'à 1.500 euros nets".

"Ce serait dégressif". "Le gain serait de 102 euros par mois pour une personne qui est au smic", a-t-il précisé, et de 50 euros par mois pour une personne qui gagne 1.500 euros.

M. Montebourg évalue le coût de cette mesure à 6 milliards d'euros, financés par une partie du CICE.

"Je commence avec le noyau dur de ceux qui aujourd'hui travaillent dur et n'arrivent pas à gagner correctement leur vie. C'est d'abord eux (...) qui sont à l'honneur de mon programme", a-t-il exposé. "Lorsque l'activité économique sera répartie (...), il sera possible d'affecter une partie des recettes supplémentaires à la décreue fiscale pour les autres catégories socio-professionnelles".

Interrogé sur l'imbroglio autour de la nomination de Guy Bedos à la tête de son comité de soutien, M. Montebourg a remercié l'humoriste de son soutien. "Guy Bedos est un ami, formidable", "il a dit qu'il me soutenait et d'ailleurs je l'en remercie infiniment". "Lui, c'est un artiste, et il se sent mal à l'aise avec les fonctions officielles", a-t-il ajouté.

Guy Bedos, annoncé par Arnaud Montebourg comme ayant pris la tête de son comité de soutien pour la primaire organisée par le PS, a démenti lundi, écartant un "rôle officiel en politique" avant d'accepter du bout des lèvres "pour ne pas gêner le candidat".



### IV) En France, l'inflation au plus haut depuis mai 2014



PARIS (Reuters) - Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3% en France en décembre par rapport à novembre du fait de l'énergie et des produits alimentaires, selon une première estimation publiée mardi par l'Insee.

Sur un an, ils affichent une hausse de 0,6%, contre 0,5% un mois plus tôt, soit le rythme le plus élevé depuis mai 2014.

Toujours selon l'Insee, l'indice des prix harmonisés IPCH, qui permet les comparaisons avec les autres pays de la zone euro, a également progressé de 0,3% en décembre et enregistre une hausse de 0,8% sur un an, là aussi un plus haut depuis mai 2014.

Tombée à des niveaux négatifs à l'hiver 2016, l'inflation rebondit très graduellement depuis mais reste encore éloignée de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), situé à un tout petit peu moins de 2%.

Pour le mois de décembre, l'Insee fait état d'une hausse plus prononcée sur un an des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Mais les prix des services ralentiraient un peu et ceux des

produits manufacturés reculeraient plus fortement qu'en novembre.

L'indice définitif de décembre, le seul valable pour les indexations de contrats privés, rentes viagères, pensions alimentaires ou l'évolution du Smic, sera diffusé le 12 janvier.

(Yann Le Guernigou)

[reuters.com](http://reuters.com)



## V) Primaire PS. Dernière ligne droite pour les sept candidats

Audrey Loussouarn L'Humanité



Petit déjeuner de presse, hier, d'Arnaud Montebourg, dans son QG en présence de son équipe de campagne. Photo RGA/REA

**Arnaud Montebourg, comme ses concurrents, charge son planning jusqu'au premier tour du 22 janvier.**

Arnaud Montebourg signait, hier à son QG de campagne à Paris, une formule qui s'applique aux six autres candidats à la primaire de la Belle Alliance populaire (BAP) : « Nous entrons dans la dernière ligne droite. » À vingt jours du premier tour, pas question, selon lui, de parler de «

Blitzkrieg » (guerre éclair), qui « n'est pas dans (son) vocabulaire », contrairement à celui de l'entourage de Manuel Valls. C'est pourtant bien une accélération de sa campagne qu'il a entreprise, tout comme Benoît Hamon, l'été dernier.

Les autres candidats, eux, ont pris un sacré retard. C'est donc seulement ce matin que Manuel Valls et Vincent Peillon, les dernières candidatures survenues après le renoncement de François Hollande, présentent leur programme. Jeudi, ce sera au tour de la candidate du Parti radical de gauche, Sylvia Pinel. Arnaud Montebourg, lui, complétera demain son volet économique, avant d'enchaîner samedi avec une présentation de ses vœux à Blanzay (Saône-et-Loire), sa terre d'élection. Pour finir sur un grand meeting à Paris le 18 janvier. Ce sera le seul et unique avant le 22 janvier pour l'ex-ministre du Redressement productif, qui délaisse l'exercice, « déjà fait », pour se concentrer sur les débats de la primaire, qui s'enchaîneront les 12, 15 et 19 janvier. Le candidat a présenté une équipe de 80 personnes, parmi lesquelles des chevènementistes comme Pierre Dubreuil et Marie-Françoise Bechtel et des frondeurs comme Jérôme Guedj, Emmanuel Maurel, Laurent Baumel ou encore Christian Paul. Présenté comme président du comité de soutien, Guy Bedos a depuis démenti vouloir « avoir un rôle officiel en politique »...

À ce jour, Manuel Valls reste en tête dans les sondages : le 20 décembre, selon le baromètre Odoxa, les sympathisants de gauche étaient 39 % à souhaiter que l'ex-chef du gouvernement soit le candidat victorieux (27 % pour Arnaud Montebourg, 23 % pour Benoît Hamon, contre 9 % pour Vincent Peillon). Garant du bilan du quinquennat, il donne des arguments aux trois autres qui comptent bien lui rappeler son utilisation abusive du 49-3 ou sa théorie des « deux gauches irréconciliables ». En témoigne le slogan d'Arnaud Montebourg, qui tapisse les murs de son QG : « La primaire de la gauche, ce n'est pas le 49-3, c'est votre choix. » Pour Jean-Christophe Cambadélis, qui présentera ses vœux demain, la tâche s'avère plus compliquée : donner de la visibilité à une primaire qui est loin de susciter l'engouement de celle de la droite et qui rend prudents les organisateurs sur la participation (7 600 bureaux de vote seront ouverts, contre 9 200 en 2011).

Audrey Loussouarn-humanite.fr

## VI) Peillon et Valls présentent leurs programmes

Par Bastien Bonnefous

**Les deux candidats à la primaire à gauche ont exposé les grandes lignes de leurs projets, mardi 3 janvier.**



Manuel Valls, sur le marché de Noël de Strasbourg, le 22 décembre. PATRICK HERTZOG / AFP

Manuel Valls et Vincent Peillon, les deux candidats tardifs de la primaire à gauche, ont présenté leurs projets respectifs mardi 3 janvier.

Alors que la compétition s'accélère, moins de trois semaines avant le premier tour de l'élection (le 22 janvier) et neuf jours avant le premier débat télévisé (le 12 janvier), la gestion de l'agenda médiatique devient une arme politique. Pas question donc d'offrir à la concurrence la possibilité d'occuper seule le terrain.

L'ancien premier ministre et l'ex-ministre de l'éducation nationale ont chacun un positionnement délicat à trouver avant le vote. Les deux autres candidats principaux de la primaire, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, attaquent le bilan de François Hollande, rappelant qu'ils ont quitté le pouvoir en 2014, sur fond de désaccord politique.

MM. Valls et Peillon, eux, assument ce bilan, mais revendiquent une part d'inventivité personnelle. Difficile équilibre, illustré avant les fêtes par la proposition de M. Valls de supprimer l'article 49.3, qu'il a pourtant utilisé à six reprises comme chef de la majorité pour faire voter la loi Macron et la loi travail.

Soucieux de parler au cœur du Parti socialiste, M. Peillon tente de ressusciter l'héritage des années bénies du gouvernement Jospin, au risque d'oublier que l'histoire a mal fini le 21 avril 2002. Il veut incarner « une candidature de respect », fidèle à une gauche de gouvernement social-démocrate, mais sans l'intransigeance vallsiste de l'exercice du pouvoir. Dans son projet, le professeur de philosophie met fortement l'accent sur l'enseignement supérieur et la recherche, en promettant de créer 8 000 postes supplémentaires d'enseignants sur cinq ans, ainsi que 4 000 postes de jeunes chercheurs et ingénieurs, pour « gagner la bataille de l'intelligence ». L'eurodéputé propose également un « new deal européen » avec le déploiement d'un plan d'investissement communautaire de « 1 000 milliards d'euros » pour financer des secteurs d'avenir.

### Droit de vote des étrangers aux élections locales

Sur le plan institutionnel, M. Peillon plaide pour une élection des députés à la proportionnelle dans « les grandes régions » pour lutter contre le « poison du fait majoritaire ». Un référendum, qui serait programmé à l'automne 2017, prévoit aussi l'indépendance effective des magistrats du parquet, la transformation du Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle et la mise en œuvre du droit de vote des étrangers aux élections locales.

Au niveau budgétaire, M. Peillon entend « poursuivre » la baisse des déficits publics, mais veut augmenter le budget de la justice de 5 % par an pendant tout le quinquennat, mettre en place la CSG progressive et réformer la fiscalité sur la transmission des patrimoines et la détention de capital. Sans abroger la loi travail, il entend revenir sur sa mesure principale, en rétablissant la hiérarchie des normes dans le droit du travail.

De son côté, M. Valls cherche à incarner une gauche de gouvernement débarrassée des ambiguïtés du hollandisme. Dans son projet, il insiste particulièrement sur la question européenne, proposant une « conférence de refondation de l'Europe » avec un seul « projet clair : la protection des Européens à l'heure de la mondialisation ». Une défense de la « souveraineté » qui s'adresse notamment aux classes populaires qui s'estiment « dépossédées de leur destin », afin de leur montrer qu'il a entendu les messages électoraux envoyés par le Brexit britannique ou la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis.

## « Le projet doit pouvoir évoluer »

Reprenant ses plaidoyers pour une « nation éducative » et une « renaissance démocratique », M. Valls souhaite également « redonner du pouvoir d'achat » aux Français. Il propose ainsi la mise en place d'un « revenu décent », différent du revenu universel d'existence de M. Hamon, qui prévoit la fusion des minima sociaux et la création d'un revenu d'autonomie pour tous les 18-25 ans. Concernant la lutte contre les discriminations, l'ex-premier ministre promet de « faire disparaître en 10 ans » l'écart de salaires femmes-hommes dans les entreprises.

Malgré ses cinquante pages, l'objectif du projet vallsien n'est pas de présenter une plate-forme de propositions ultradétaillées. « On n'est pas sur un catalogue présidentiel avec 110 propositions, mais plutôt sur une dizaine de priorités bien identifiées, car le projet doit pouvoir évoluer pour la présidentielle », explique Olivier Dussopt, son porte-parole. Selon le député de l'Ardèche, l'ancien premier ministre veut « éviter le syndrome Fillon élu en novembre à la primaire de la droite sur un programme précis, qu'il doit désormais mettre sous le tapis pour tenter de rassembler les Français ».

## « Un mauvais congrès du PS »

Sur plusieurs aspects, les idées de MM. Valls et Peillon se rejoignent : tous deux proposent par exemple de porter à 2 % du PIB le budget de la défense, la création de 5 000 postes de gendarmes et de policiers supplémentaires en cinq ans, la limitation du cumul des mandats dans le temps et la baisse du nombre de parlementaires, la suppression de la Cour de justice de la République ou la consultation des citoyens lors de la fabrication des lois au Parlement. Au niveau européen, ils sont favorables l'un et l'autre à une « pause » dans le processus d'élargissement de l'Union, ainsi qu'au fonctionnement de l'Europe par « cercles » de pays si l'unanimité des 27 membres est introuvable sur certains dossiers.

Un tel parallélisme fait dire au camp Valls que la candidature de M. Peillon n'existe en réalité que par calcul interne pour empêcher leur champion. « Quelle est la ligne politique de Vincent Peillon, à part gêner Manuel Valls ? Cela ne fait pas un projet, c'est au contraire la meilleure façon de faire de la primaire un mauvais congrès du PS », estime M. Dussopt.

Face à ce duel à distance, MM. Montebourg et Hamon, candidats, eux, depuis cet été, ne veulent

pas être en reste. Les deux, qui ont listé leurs propositions, savent qu'ils doivent désormais mettre l'accent sur leur chiffrage. L'ancien ministre de l'économie, qui a déjà dévoilé son « projet France », organise mercredi une nouvelle conférence de presse pour préciser ses propositions en matière économique et sociale. L'ex-ministre du redressement productif cherche ainsi à se différencier de tous ses concurrents. « Ma candidature n'est pas une candidature de gestion ou de soumission à l'ordre établi, ni une candidature de prospective pour les vingt prochaines années, mais une candidature de transformation pour les cinq mois qui viennent », explique M. Montebourg, mettant sous la même toise MM. Peillon, Valls et Hamon.

lemonde.fr

## VII) Valls : des propositions sans grande surprise

Par Lilian Alemagna



Ce mardi à la Maison de la chimie, à Paris. Photo Denis Allard. REA pour «Libération»

**L'ex-Premier ministre a fait sa rentrée ce mardi matin, à la Maison de la chimie à Paris, avec un «projet» s'inscrivant dans la continuité du quinquennat Hollande.**

Quand on change de slogan, ce n'est jamais vraiment bon signe en politique.

Manuel Valls, qui s'était lancé dans la primaire socialiste en décembre à Evry, sous la bannière «Faire gagner tout ce qui nous rassemble», a choisi en cette rentrée de faire plus lisible : «Une République forte, une France juste». La formule est inscrite en bleu et rouge sur fond blanc au fond d'une salle de la Maison de la chimie, dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour la présentation ce mardi matin de son «projet», 50 pages divisées en deux grands chapitres : «une République forte» d'un côté, «une France juste» de l'autre. «Ça lui ressemble plus», glisse l'un de ses nouveaux soutiens visiblement ravi de la prestation de son candidat – un discours d'une demi-heure suivie d'un jeu de questions-réponses avec les journalistes.

Dans la salle, quelques membres du gouvernement (Jean-Marie Le Guen, Patrick Kanner, Laurence Rossignol, Pascale Boistard, Juliette Méadel ou encore la hollandaise Ségolène Neuville) et beaucoup d'élus socialistes sont venus l'applaudir pour redonner un peu d'élan à une campagne qui a eu du mal à démarrer. «Une campagne, elle se juge à un seul moment, [...] le moment du résultat», répond-il après avoir été interrogé sur ses débuts «manqués». «Je vais y prendre du plaisir», insiste-t-il.

### «Je revendique le droit d'inventivité»

La position de Valls est compliquée : ne voulant pas endosser le costume du «favori» de la primaire alors qu'il l'est selon les sondages, répétant à chacune de ses sorties que «rien n'est écrit, rien n'est joué», l'ex-Premier ministre veut en même temps imprimer dans la campagne qu'il est le seul à pouvoir endosser le costume de «chef d'Etat», et à faire barrage au «conservatisme» et au «libéralisme» de la droite version Fillon. Il décrit un paysage politique grave pour mieux serrer les rangs derrière lui : «terrorisme islamiste, conflits armés, crise des réfugiés, grands équilibres géostratégiques [...] instables, [...] Europe impuissante» ou encore «urgence climatique». Compliqué aussi parce qu'il dit «assume[r] pleinement» le bilan de François Hollande depuis 2012 mais veut convaincre, sans être un «vendeur d'illusion», qu'il peut être «de gauche» et «socialiste». «Je revendique aussi le droit d'inventivité, librement», lance-t-il dans son discours.

Mais sur ce plan-là, on est davantage dans la continuité que dans la nouveauté. Si sa «première mesure» en cas d'accession à l'Élysée serait de proposer aux partenaires européens une «conférence de refondation de l'UE», ce projet

(«pas un programme», insiste son entourage), qui sera dès cette semaine diffusé sous forme de tract à «trois millions d'exemplaires», recèle peu de surprises. Les fondamentaux vallsistes (lutte contre le terrorisme, République, Europe, laïcité, compétitivité...) sont là. Tout comme les pistes déjà défrichées ses derniers mois à Matignon : par exemple la fusion des minima sociaux et l'élargissement du RSA aux jeunes, qui prendrait la forme d'un «revenu décent» qu'il chiffre à 8 milliards d'euros, ou bien un service civique obligatoire. «Mon projet, je le crois, est solide, argumenté, détaillé», insiste-t-il, assurant vouloir rester dans les clous des 3% de déficit public tout en augmentant la dépense pour raisons de «sécurité», mais aussi d'«éducation» et de «culture».

### «Vous avez le regard dans le rétroviseur»

Finis les transgressions type «déverrouillage des 35 heures» comme en 2011, même s'il confirme vouloir défiscaliser de nouveau les heures supplémentaires, mesure prise par Nicolas Sarkozy et abrogée en 2012 par la gauche. Valls s'agace qu'on lui ressorte ses propositions de la précédente primaire : «Vous avez vraiment le regard dans le rétroviseur, lance-t-il à un journaliste qui lui parle de l'ISF. Je ne vais pas participer à ce petit jeu. [...] Vous voulez que j'aille chercher toutes les propositions des uns et des autres ? C'est par les actes que l'on juge.» Y compris les siens lorsqu'il était Premier ministre (loi travail, 49.3, etc.) que ses concurrents à gauche ne manqueront pas de lui rappeler dans les trois débats télévisés à venir. D'où l'espace ténu dont il dispose dans cette campagne très courte : difficile d'être «inventif» tout en «assum[ant]» le bilan Hollande – et le sien – lorsqu'on a dirigé le gouvernement pendant près de trois ans.

Lilian Alemagna



LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) Bouclier fiscal, mandat unique... Ce que contient le programme de Vincent Peillon



Vincent Peillon a présenté son programme à Paris, le 3 janvier 2017. (B. GUAY/AFP)



Sébastien Billard

**A moins de trois semaines du premier tour de la primaire de la gauche, le candidat socialiste a levé le voile sur ses principales mesures. Passage en revue.**

Candidat de dernière minute à la primaire de la gauche, Vincent Peillon a été plutôt discret, lors de ses premières semaines de campagne, sur les idées qu'il entendait mettre en avant, se contentant de défendre une grande partie du bilan du quinquennat de François Hollande. L'ancien ministre de l'Éducation a finalement levé le voile sur son projet ce mardi, à trois semaines du premier tour du scrutin. Que propose-t-il exactement ? Passage en revue des principaux axes de son programme.

### 1 Un mandat unique pour les parlementaires

Les premières annonces de Vincent Peillon portent sur le fonctionnement de la démocratie française et ses institutions, le candidat promettant une réforme constitutionnelle qui sera soumise aux Français par référendum à l'automne 2017.

### Trois mesures principales sont à retenir :

- Le passage à la proportionnelle intégrale lors des élections législatives dans les "grandes régions" pour lutter contre le "poison du fait majoritaire".
- L'instauration du mandat unique pour les parlementaires et la limitation des mandats dans le temps (trois mandats maximum).
- La création d'un statut d'élu, "permettant une plus grande diversité sociologique de la représentation".

La modernisation de la République passe également, selon lui, par la réduction du nombre de députés (mais aucun objectif chiffré n'est donné), la constitution de comités citoyens chargés de veiller à l'application des lois, ou encore l'instauration du vote des étrangers aux élections locales, une promesse régulièrement mise en avant par le Parti socialiste mais jamais concrétisée. C'était même l'engagement n°50 du candidat Hollande en 2012.

### 2 Un "New Deal" européen

Député européen plutôt discret, Vincent Peillon a accordé une grande place à l'Europe ce mardi, insistant sur la nécessité d'une "stratégie européenne offensive et affirmée". Il plaide pour

un "New Deal" européen, avec un budget de la zone euro "capable de soutenir la croissance et l'emploi", "y compris en s'endettant à la place des États membres". Et il souhaite que le plan Juncker d'investissement, aujourd'hui de 350 milliards d'euros, soit porté à... 1.000 milliards d'euros.

Vincent Peillon veut également "acter une pause dans le processus d'élargissement" de l'Union européenne afin qu'elle puisse "se concentrer sur elle-même". "Si nous ne pouvons pas avancer à 27, nous avancerons avec ceux qui le souhaitent et en priorité au sein de la zone euro", précise-t-il.

Pour répondre à la crise migratoire, il propose la mise en place d'un "corridor humanitaire permettant d'accueillir directement les réfugiés depuis les pays voisins de la Syrie" (Liban, Jordanie, Turquie) :

"Cette solution est meilleure sur le plan humanitaire, car elle permet d'éviter les traversées mortelles, comme sur le plan sécuritaire, car les contrôles sont effectués avant l'entrée sur le territoire européen."

Vincent Peillon en profite aussi pour égratigner quelque peu l'action du gouvernement (et de Manuel Valls ?), en la matière :

"La France doit prendre ses responsabilités : elle avait annoncé l'accueil de 30.000 réfugiés d'ici 2017, nous n'y sommes pas, alors même que nous ne sommes pas confrontés à la même pression migratoire que plusieurs de nos voisins. »

### 3 Une hausse des budgets de la Défense et de la Justice

En cas de victoire, Vincent Peillon promet des efforts budgétaires en matière de défense et de justice. Afin de restaurer la capacité opérationnelle des armées, il entend porter progressivement (sur une décennie) l'effort militaire de la France à 2% du PIB, et promet le recrutement de 5.000 gendarmes et policiers supplémentaires au cours du prochain quinquennat.

Quant à la justice, elle verra son budget augmenter de 5% chaque année durant le quinquennat, promet l'ancien ministre. Un effort qui, chiffre-t-il, représentera plus de deux milliards d'euros au total.

### 4 Un bouclier fiscal pour les plus modestes

Le bouclier fiscal, qui plafonnait à 50% le montant de l'impôt acquitté par un contribuable, était le symbole du début du quinquennat de

Nicolas Sarkozy. Une mesure si impopulaire qu'elle fut supprimée en 2011. Vincent Peillon reprend cette idée mais en renversant son principe : cette fois-ci, ce bouclier n'aura pas vocation à "protéger les plus riches". Il promet : "Alors que la droite avait protégé les plus riches de l'effort de redistribution, je propose à l'inverse l'instauration d'un bouclier fiscal pour les plus modestes."

Comment fonctionnera ce bouclier ? Par le plafonnement du montant de la taxe d'habitation sur la résidence principale à 20% du revenu mensuel du foyer fiscal. Cela concernera tous les contribuables ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur à 17.850 euros (soit 1.636 euros de revenu fiscal mensuel pour un célibataire). "17 à 18 millions de foyers fiscaux pourraient en bénéficier", estime-t-il, pour une économie sur leur taxe d'habitation allant de 35 à 290 euros. Le coût budgétaire pour financer ce bouclier fiscal serait de 3 milliards d'euros, et son financement sera assuré par l'État.

Parmi les autres mesures promises en matière de fiscalité, citons :

- Le rapprochement entre la CSG et l'impôt sur le revenu (en proposant une CSG progressive).
- La suppression du "verrou de Bercy" (en permettant aux agents du fisc de saisir directement le procureur s'ils décèlent des indices laissant supposer une fraude fiscale aggravée, voire le juge en cas de fraude en bande organisée).
- Une réforme de la fiscalité de la transmission des patrimoines et la fiscalité sur la détention de capital (sans donner beaucoup plus de détails...).

### 5 Modification du CICE et réécriture de la loi Travail

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et la loi Travail figurent parmi les réformes de François Hollande les plus contestées. Sur ces deux sujets, Vincent Peillon s'efforce de rassurer la gauche. S'il ne propose pas la suppression de ces deux mesures, il souhaite y apporter des modifications.

Le versement du CICE aux entreprises devra ainsi être **conditionné** "à la signature d'accords de branche et d'entreprises consacrés à la formation, à la recherche-développement et à la qualité de l'emploi et des conditions de travail". Ce qui, affirme-t-il, entraînera une réduction du coût de ce dispositif de 3 à 5 milliards d'euros. On se

souvent que l'absence de contreparties au CICE était l'une des principales critiques adressées au gouvernement, notamment par Martine Aubry.

Concernant la loi Travail, Vincent Peillon souhaite revenir sur certaines dispositions et rétablir notamment la hiérarchie des normes, l'un des points les plus contestés du texte par les syndicats et une partie de la gauche.

## **6 La poursuite de la "refondation de l'école"**

Ministre de l'Education de 2012 à 2014, Vincent Peillon annonce vouloir faire de ce sujet l'une de ses priorités. Pour cela, il veut poursuivre la "refondation de l'école" qu'il a initiée rue de Grenelle, et promet :

d'amplifier le rééquilibrage des investissements en faveur du primaire ;

de favoriser la mixité sociale à l'école, en mettant à contribution l'enseignement privé, par contractualisation ;

d'améliorer la formation initiale et continue des enseignants ;

une articulation nouvelle entre le lycée et le premier cycle du supérieur (Bac -3 / Bac +3), visant à sécuriser les parcours des élèves et leurs choix d'orientation.

Vincent Peillon évoque aussi l'enseignement supérieur, promettant de recruter 8.000 enseignants supplémentaires sur les cinq années du prochain mandat.

### **Il promet aussi...**

- La création d'un service public de la petite enfance,
- La création d'un service public de maisons de retraite,
- L'ouverture de l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes (une autre promesse de François Hollande non tenue),
- La légalisation de l'aide médicale à mourir,
- La création d'une taxe carbone européenne,
- La sortie progressive du Diesel, qui sera interdit... en 2025.

Sébastien Billard

nouvelobs.com

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**